



RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N° 13 - DECEMBRE 2021

PUBLIÉ LE 15 DECEMBRE 2021

- DDETSPP
- SV
- DDTM
- MAJSP
- SAMT
- Préfecture
- Cabinet/SSI
- DLP/BELPAG

SOMMAIRE

DDETSPP

SV

Arrêté préfectoral n° DDETSPP-SV-2021-231 attribuant l'habilitation
sanitaire d'une durée d'un an à M. PAECH David..... 1

DDTM

MAJSP

Décision n° DDTM-MAJSP-2021-19 portant subdélégation de signature
à certains agents de la direction départementale des territoires et de la mer
de l'Aude3

SAMT

Arrêté préfectoral n° DDTM-SAMT-2021-059 portant remplacement de
quatre dispositifs d'enseignes à LEZIGNAN-CORBIERES :
- M. Philippe MARTY, représentant la SARL MCD ASSURANCES.....20

PREFECTURE

CABINET/SSI

Arrêté préfectoral portant autorisation d'installation d'un système de
vidéoprotection : commission départementale du 30 septembre 2021
- Etablissement NARBO VIA à NARBONNE, représenté par :
Mme Valérie BROUSSELLE, directrice générale..... 22

DLC/BELPAG

Arrêté préfectoral n° 11-2021-119 instituant une commission de propagande
en vue de l'élection municipale partielle intégrale et communautaire de la
commune de CUXAC-D'AUDE des 9 et 16 janvier 202226

Arrêté préfectoral n°DDETSPP-SV-2021-231
attribuant l'habilitation sanitaire d'une durée d'un an à M. PAECH David

Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment l'article L.203-1 à L.203-7, L.223-6, R.203-1 à R.203-15 et R.242-33 ;

VU le décret n°80-516 du 4 juillet 1980, modifié par le décret n°90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 203-768 du 1^{er} août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;

VU le décret n°204-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43;

VU l'arrêté ministériel du 16 mars 2007 relatif aux obligations en matière de formation continue nécessaire à l'exercice des missions du vétérinaire sanitaire ;

VU l'arrêté ministériel du 23 juillet 2012 relatif aux conditions d'exercice du vétérinaire sanitaire ;

VU l'arrêté ministériel du 25 novembre 2013 relatif aux obligations en matière de formation préalable à l'obtention de l'habilitation sanitaire ;

VU l'arrêté préfectoral n°DPPAT-BCI-2021-056 du 1^{er} avril 2021 portant délégation de signature à Madame Hélène SIMON, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aude ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDETSPP-DIR-2021-142 du 19 août 2021 portant subdélégation de signature des compétences départementales (cohésion sociale, protection des populations, commission de réforme et comité médical départemental) ;

VU la demande de M. PAECH David, numéro d'Ordre 37326, domicilié professionnellement auprès de la SCP de VÉTÉRINAIRE MANIN-MAYER sise rue de l'Alaric, ZI DES CORBIERES, 11200 LEZIGNAN-CORBIERES ;

CONSIDÉRANT l'attestation d'inscription à une formation obligatoire, visée à l'article R.203-3 du code rural et de la pêche maritime, fournie par le demandeur permettant par dérogation la délivrance d'une habilitation provisoire d'un an ;

SUR proposition du Docteur Vétérinaire MATHET Thierry, chef du service vétérinaire de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de l'Aude ;

ARRETE :

ARTICLE 1 :

L'habilitation sanitaire prévue à l'article L.203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisée est attribuée à M. PAECH David, docteur vétérinaire professionnellement domicilié auprès de la SCP de VETERINAIRE MANIN-MAYER sise rue de l'Alaric, ZI DES CORBIERES, 11200 LEZIGNAN-CORBIERES.

ARTICLE 2 :

Dans les 12 mois suivant la délivrance de la présente habilitation, le vétérinaire devra justifier de la réalisation de son obligation de formation, visée à l'article R.203-3 du code rural et de la pêche maritime auprès de la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aude, afin d'obtenir une habilitation sanitaire pérenne.

Dans le cas contraire, l'habilitation délivrée pour une durée d'un an sera automatiquement invalidée.

ARTICLE 3 :

M. PAECH David s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L.203-7 du code rural et de la pêche maritime.

ARTICLE 4 :

M. PAECH David pourra être appelé par le Préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels il a été désigné vétérinaire sanitaire. Il sera tenu de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L.203-7 du code rural et de la pêche maritime.

ARTICLE 5 :

Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R.203-15, R.228-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

ARTICLE 7 :

Délai et Voie de recours : la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier soit par courrier adressé au 6 rue Pitot-CS99002-34063 Montpellier cedex 02, soit par voie électronique sur le site <http://www.telerecours.fr> dans un délai de 2 mois à compter de la publication.

ARTICLE 8 :

Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Aude.

Carcassonne, le 15 DEC. 2021

Pour le Préfet et par subdélégation,

The image shows a blue ink signature and a circular official stamp. The stamp contains the text 'Préfecture de l'Aude' and 'Service Vét'.

**Décision n° DDTM-MAJSP-2021-19
portant subdélégation de signature à certains agents de la
direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude**

Le Directeur,

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code rural et de la pêche maritime ;

VU le code forestier ;

VU le code de la commande publique

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le Code du domaine de l'État ;

VU le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;

VU le code de la fonction publique ;

VU le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code général des impôts ;

VU le code pénal ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L1416 ; R1416 à R 1416-21 relatifs au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;

VU le code du patrimoine, et notamment son article L524-8 relatif à la redevance d'archéologie préventive ;

VU le livre des procédures fiscales ;

VU l'article R. 620-1 du Code de l'urbanisme qui autorise le Directeur départemental des territoires et de la mer à déléguer sa signature en ce qui concerne les matières relevant en propre de ses attributions ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

VU la loi n° 83-1186 du 23 décembre 1983 portant modification des dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'État et les collectivités locales et notamment ses articles 23 à 27 ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée par la loi 2013-1005 du 12 novembre 2013 relative au droit des citoyens dans leur relation avec l'administration ;

VU la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique notamment son article 17 ;

VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée relative à l'archéologie préventive notamment son article 9, paragraphes I et III ;

VU la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2009-179 du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissements publics et privés, modifiant les conditions de fonctionnement des services archéologiques ;

VU la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;

VU la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique ;

VU la loi n° 2010-788 du 10 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche ;

VU la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites ;

VU la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

VU la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;

VU la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance ;

VU la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

VU la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique ;

VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ,

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2001-1161 du 7 décembre 2001 portant déconcentration des décisions relatives à l'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de l'équipement, des transports et du logement ;

VU le décret n° 2002-121 du 31 janvier 2002 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'État ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-1144 du 26 octobre 2004 relatif à l'exécution des marchés publics par carte d'achat ;

VU le décret n°2005-1429 du 18 novembre 2005 relatif aux missions, à l'organisation et aux emplois de direction des services de contrôle budgétaire et comptable ministériel ;

VU le décret n° 2005-1500 du 5 décembre 2005 portant application de l'article 18 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret n° 2009-1106 du 10 septembre 2009 portant statut particulier du corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret du 17 février 2021 portant nomination de M Thierry BONNIER en qualité de préfet de l'Aude ;

VU le décret n° 2019-1190 du 18 novembre 2019 relatif à l'Agence nationale de la cohésion des territoires ;

VU l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique ;

VU l'arrêté ministériel du 30 octobre 1987 relatif aux dispositifs spéciaux de signalisation des véhicules d'intervention urgente ;

VU l'arrêté ministériel du 15 décembre 2005 attribuant des compétences en matière maritime et de navigation à certains services déconcentrés ;

- VU l'arrêté interministériel du 17 juillet 2006 pris pour l'application de l'article 104-IV de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- VU l'arrêté du Premier ministre du 12 janvier 2010 relatif aux missions interdépartementales des directions départementales interministérielles ;
- VU l'arrêté du 7 décembre 2010 portant délégation de pouvoir en matière de gestion de certains personnels du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement ;
- VU l'arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles
- VU l'arrêté du 2 mars 2015 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes ;
- VU l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'intérieur du 17 décembre 2019 nommant M. Vincent CLIGNIEZ, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude ;
- VU l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'intérieur du 3 janvier 2020 nommant Mme Nathalie CLARENC, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, directrice départementale adjointe des territoires et de la mer de l'Aude ;
- VU la convention en date du 23 février 2015 relative à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du programme de développement rural à la DDTM 11 pour la période de programmation 2014-2020, et ses avenants n° 1 en date du 13 avril 2015 et n°2 en date du 1er octobre 2015 ;
- VU la circulaire ministérielle du 18 février 1998 relative aux procédures de recensement, de modification et de radiation des entreprises de travaux publics et de bâtiment (TPB) ;
- VU la circulaire interministérielle du 1er octobre 2001 relative à la modernisation de l'ingénierie publique et au déroulement de la procédure d'engagement de l'État pour les marchés d'ingénierie ;
- VU la circulaire IOCK0920444C, du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités locales du 1er septembre 2009, relative au contrôle de légalité en matière d'urbanisme ;
- VU la circulaire du ministre de l'intérieur du 12 septembre 2012 à la délégation de signature des préfets ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2005-11-4229 du 15 décembre 2005 portant constatation du transfert des routes nationales au conseil général de l'Aude ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2018-0001 du 23 avril 2018 portant renouvellement de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées pour le département de l'Aude ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2021-017 du 12 mars 2021 portant organisation de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude ;
- VU l'arrêté ministériel n°U14723520304282 du 1^{er} septembre 2021 portant prise en charge et affectation avec changement de l'autorité de gestion de Mme ALIX Véronique appelée à exercer en tant que référente SGCD auprès de la DDTM ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2021-087 du 17 novembre 2021 portant délégation de signature à Monsieur Vincent CLIGNIEZ, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude ;

DECIDE :

ARTICLE 1 :

Conformément aux dispositions prévues par l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2021-087 du 17 novembre 2021 portant délégation de signature à M. Vincent CLIGNIEZ, la présente subdélégation, **ne s'applique pas**.

- aux courriers circulaires adressés aux maires ;
- aux courriers adressés aux membres du gouvernement, aux parlementaires ;
- aux courriers adressés au président du Conseil départemental et au président du Conseil régional ;
- aux courriers adressés aux préfets de département, aux préfets de région, et de zone ;
- aux décisions relevant d'avis divergents ;
- aux conventions liant l'État, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ;
- aux saisines des juridictions administratives et de la chambre régionale des comptes ;
- aux décisions de gestion du domaine public (acquisition, aliénation, affectation) ;

Les exclusions relevant de l'ordonnancement comptable, aux fonctions du pouvoir adjudicateur et à la commande publique sont détaillées dans les sections idoines définies ci-après.

Ces dispositions demeurent de la compétence de l'autorité préfectorale.

Sont également exclus du champ de la subdélégation les courriers adressés aux élus à l'exception des correspondances nécessaires à l'instruction d'un dossier.

SECTION 1 : COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE

ARTICLE 2 :

A l'exclusion des dispositions énumérées à l'article 1, subdélégation de signature est donnée aux chefs de service, désignés ci-après, dans le cadre de leurs attributions respectives :

Vanessa FOURATIER Service de l'économie agricole et du développement rural (SEADR)

En cas d'absence ou d'empêchement subdélégation est donnée à l'adjoint : Bernard BOYER

A – Administration Générale

1) Personnel :
1.A.1.01 ; 1.A.1.07 ; 1.A.1.14 ; 1.A.1.22 ; 1.A.1.25 :

2) Organisation et fonctionnement du service :
1.A.2.05 ;

J - Agriculture et espaces naturels

2) En matière d'aménagement rural
1-J-2-1 Aménagement foncier (Livre I nouveau, titre II du Code Rural) :
1.J.2.1.01 ; 1.J.2.1.02 ;

3) En matière de production agricole :
1-J-3-1 Arrêtés préfectoraux
1.J.3.1.01 ; 1.J.3.1.02 ; 1.J.3.1.03 ; 1.J.3.1.04 ; 1.J.3.1.05 ; 1.J.3.1.06 ; 1.J.3.1.07 ;

1-J-3-2 Autres actes administratifs ou décisions individuelles
1.J.3.2.01 ; 1.J.3.2.02 ; 1.J.3.2.03 ; 1.J.3.2.04 ; 1.J.3.2.05 ; 1.J.3.2.06 ; 1.J.3.2.07 ;
1.J.3.2.08 ; 1.J.3.2.09 ; 1.J.3.2.10 ;

Maxime MONFORT

Service de l'eau et des milieux aquatiques (SEMA)

En cas d'absence ou d'empêchement subdélégation est donnée à l'adjoint : Jean-Louis BURAIS

A – Administration Générale

1) Personnel :

1.A.1.01 ; 1.A.1.07 ; 1.A.1.14 ; 1.A.1.22 ; 1.A.1.25 ;

2) Organisation et fonctionnement du service :

1.A.2.05 ;

C – Environnement

1) Milieu physique : eau et milieux aquatiques :

1-C-1-1 - Police et gestion des eaux pour les cours d'eau non domaniaux :

1.C.1.1.01 ;

1.C.1.1.02 instruction à l'exclusion de la décision d'autorisation ;

1.C.1.1.03 ;

1.C.1.1.04 instruction à l'exclusion de la décision d'autorisation ;

1-C-1-2 - Mesures de police administrative et judiciaire :

1.C.1.2.01 ;

1.C.1.2.02 ;

1.C.1.2.03 ;

6) Pêche en eaux douces et gestion piscicole

1.C.6.01 ; 1.C.6.02 ;

7) Assainissement non collectif

1.C.7.01

Grégoire GAUTIER

Service de l'urbanisme, de l'environnement et du développement des territoires (SUEDT)

En cas d'absence ou d'empêchement subdélégation est donnée à l'adjointe : Ghislaine BRODIEZ

A – Administration Générale

1) Personnel :

1.A.1.01 ; 1.A.1.07 ; 1.A.1.14 ; 1.A.1.22 ; 1.A.1.25 ;

2) Organisation et fonctionnement du service :

1.A.2.05 ;

C – Environnement

2) Prévention des pollutions, des risques et des nuisances

1-C-2-1 - Protection du cadre de vie :

1.C.2.1.02 ;

3) Protection de la nature :

1.C.3.01 ;

1.C.3.02 ;

1.C.3.03 ;

1.C.3.04 ;

1.C.3.09 ;

4) Chasse et destruction des animaux susceptibles d'occasionner des dégâts :

1.C.4.01 ; 1.C.4.02 ; 1.C.4.03 ; 1.C.4.04 ; 1.C.4.05 ; 1.C.4.06 ; 1.C.4.07 ; 1.C.4.08 ;

1.C.4.09 ; 1.C.4.10 ; 1.C.4.11 ; 1.C.4.12 ;

1.C.4.14 ; 1.C.4.15 ; 1.C.4.16 ; 1.C.4.17 ; 1.C.4.18 ; 1.C.4.19 ; 1.C.4.20 ; 1.C.4.21 ;

Grands prédateurs

1.C.4.22 à l'exclusion des autorisations de tirs ;

5) Établissements d'élevage, de vente et de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée :

1.C.5.01 ; 1.C.5.02 ;

E – Aménagement foncier et urbanisme 1) Instruction des actes d'urbanisme de compétence de l'État :
1.E.1.01 ; 1.E.1.02 ; 1.E.1.03 ; 1.E.1.04 ; 1.E.1.05 ;

2) Décisions des actes d'urbanisme de compétence de l'État :
1.E.2.01 ;

6) Procédures d'urbanisme :
1.E.6.01 ; 1.E.6.04 ; 1.E.6.06 ;

F – Transports 1) Transports terrestres - transports routiers
1.F.1.04 ;

J - Agriculture et espaces naturels 1) Forêt et d'environnement :
1-J-1-1 Forêts
1.J.1.1.01 ; 1.J.1.1.02 ; 1.J.1.1.03 ; 1.J.1.1.04 ; 1.J.1.1.05 ;
1.J.1.1.06 à l'exclusion de la décision ;
1.J.1.1.07 à l'exclusion de la décision ;
1.J.1.1.08 ; 1.J.1.1.09 ; 1.J.1.1.10 ; 1.J.1.1.11 ; 1.J.1.1.12 ; 1.J.1.1.13 ; 1.J.1.1.14 ;
1.J.1.1.15 ; 1.J.1.1.16 ; 1.J.1.1.17 ;

2) En matière d'aménagement rural
1-J-2-3 Études préalables pour les projets susceptibles d'avoir des conséquences
négatives importantes sur l'économie agricole :
1.J.2.3.01 ; 1.J.2.3.02 ;

Thierry SABATHIER Service de prévention des risques et de la sécurité routière (SPRISR)

*En cas d'absence ou d'empêchement subdélégation est donnée à l'adjoint : **Eric SIDORSKI***

A – Administration Générale 1) Personnel :
1.A.1.01 ; 1.A.1.07 ; 1.A.1.14 ; 1.A.1.22 ; 1.A.1.25 ;

2) Organisation et fonctionnement du service
1.A.2.05 ;

B – Routes, circulation routière et autoroutière 1) Exploitation des routes et autoroutes :
1.B.1.01 ; 1.B.1.02 ; 1.B.1.03 ; 1.B.1.04 ; 1.B.1.05 ; 1.B.1.06 ; 1.B.1.07 ; 1.B.1.08 ;
1.B.1.09 ; 1.B.1.10 ; 1.B.1.11 ; 1.B.1.12 ; 1.B.1.13 ; 1.B.1.14 ; 1.B.1.15 ; 1.B.1.16 ;

2) Éducation routière :
1.B.2.01 ; 1.B.2.02 ; 1.B.2.03 ; 1.B.2.04 ;

3) Contrôle automatisé :
1.B.3.01 ;

C – Environnement 2) Prévention des pollutions, des risques et des nuisances
1-C-2-3- Prévention des risques
1.C.2.3.02 ; 1.C.2.3.03 ;

F – Transports 1) Transports terrestres – transports routiers
1.F.1.02 ; 1.F.1.03 ;

2) Chemin de fer d'intérêt général
1.F.2.01 ; 1.F.2.02 ;

Nolvenn DANIEL Service de l'habitat et bâtiment durables (SHBD)

*En cas d'absence ou d'empêchement subdélégation est donnée à l'adjointe : **Christine MARSILLE***

A – Administration Générale 1) Personnel :
1.A.1.01 ; 1.A.1.07 ; 1.A.1.14 ; 1.A.1.22 ; 1.A.1.25 ;

D – Ville et Habitat

2) Organisation et fonctionnement du service :
1.A.2.05 ;

2) Accessibilité du cadre bâti :
1.D.2.01 ; 1.D.2.02 ; 1.D.2.03 ;

3) Abattement de la taxe foncière :
1.D.3.01 ;

5) Agrément préalable à la construction de logements locatifs :
1.D.5.01 ;

7) Logement insalubre ou présentant un risque de sécurité :
1.D.7.01 ; 1.D.7.02 ; 1.D.7.03 ;

10) Amélioration des logements locatifs sociaux :
1.D.10.01 ; 1.D.10.02 ; 1.D.10.04 ; 1.D.10.05 ;

Nicolas VENOUX

Service aménagement mer et territoires (SAMT)

En cas d'absence ou d'empêchement subdélégation est donnée aux adjoints : Sylvie LASSALLE et Yannick GUILHOU

A – Administration Générale

1) Personnel :
1.A.1.01 ; 1.A.1.07 ; 1.A.1.14 ; 1.A.1.22 ; 1.A.1.25 ;

2) Organisation et fonctionnement du service :
1.A.2.05 ;

C – Environnement

2) Prévention des pollutions, des risques et des nuisances
1-C-2-1 - Protection du cadre de vie :
1.C.2.1.01 à l'exclusion de la décision ;

E – Aménagement foncier et urbanisme

1) Instruction des actes d'urbanisme de compétence de l'État :
1.E.1.01 ; 1.E.1.02 ; 1.E.1.03 ; 1.E.1.04 ; 1.E.1.05 ;

2) Décisions des actes d'urbanisme de compétence de l'État :
1.E.2.01 ;

3) Contrôle de la conformité des travaux réalisés après décision prise par le Préfet ou par délégation préfectorale :
1.E.3.01 ; 1.E.3.02 ; 1.E.3.03 ; 1.E.3.04 ; 1.E.3.05 ;

4) Avis conformes en matière d'application du droit des sols :
1.E.4.01 ; 1.E.4.02 ; 1.E.4.03 ;

5) Dérogation :
1.E.5.01 ;

6) Procédures d'urbanisme :
1.E.6.01 ; 1.E.6.04 ; 1.E.6.05 ;

I – Mer et littoral

1.I.01 ; 1.I.05 ;

Fabien DALL'OCCHIO

Unité des systèmes d'information géographique (USIG)

A – Administration Générale

1) Personnel :
1.A.1.01 ; 1.A.1.07 ; 1.A.1.14 ; 1.A.1.22 ; 1.A.1.25 ;

2) Organisation et fonctionnement du service :
1.A.2.05 ;

L – Géomatique 1.L.01 ;

Pascal BERTRAND

Mission des affaires juridiques et de suivi des procédures (MAJSP)

En cas d'absence ou d'empêchement subdélégation est donnée à l'adjoite : Solène NEDELEC

A – Administration Générale 1) Personnel :
1.A.1.01 ; 1.A.1.07 ; 1.A.1.14 ; 1.A.1.22 ; 1.A.1.25 ;

2) Organisation et fonctionnement du service
1.A.2.05 ;

E – Aménagement foncier et urbanisme 7) Contrôle de légalité au titre des procédures d'urbanisme :
1.E.7.01 ; 1.E.7.02 ;

K – Associations syndicales de propriétaires de 1.K.01 uniquement les correspondances ;
1.K.03 ;

M – Contentieux 1.M.03 ; 1.M.05 ;

ARTICLE 3 :

A l'exclusion des dispositions énumérées à l'article 1, subdélégation est donnée aux agents ci-après dans le cadre de leurs fonctions respectives :

Service de l'économie agricole et du développement rural (SEADR)

Agent	Compétence	
Géraldine DEVEAU	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
	J - Agriculture et espaces naturels	3) En matière de production agricole : 1-J-3-2 Autres actes administratifs ou décisions individuelles <u>1.J.3.2.01</u> ; <u>1.J.3.2.06</u> ; <u>1.J.3.2.07</u> ; <u>1.J.3.2.08</u> ; <u>1.J.3.2.09</u> ; <u>1.J.3.2.10</u> ;
Brice DOLADILLE	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
	J - Agriculture et espaces naturels	3) En matière de production agricole : 1-J-3-2 Autres actes administratifs ou décisions individuelles <u>1.J.3.2.09</u> ; <u>1.J.3.2.10</u> ;
Bernard BOYER	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
	J - Agriculture et espaces naturels	3) En matière de production agricole : 1-J-3-2 Autres actes administratifs ou décisions individuelles <u>1.J.3.2.02</u> ; <u>1.J.3.2.03</u> ; <u>1.J.3.2.04</u> ; <u>1.J.3.2.05</u> ; <u>1.J.3.2.10</u> ;

Service de l'eau et des milieux aquatiques (SEMA)

Agent	Compétence	
Eric BONNET	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
	C – Environnement	1) Milieu physique : eau et milieux aquatiques 1-C-1-1 - Police et gestion des eaux pour les cours d'eau non domaniaux ; <u>1.C.1.1.01</u> ; <u>1.C.1.1.02</u> ; <u>1.C.1.1.03</u> ; 1-C-1-2 - Mesures de police administrative et judiciaire : <u>1.C.1.2.01</u> ; <u>1.C.1.2.02</u> ;
Emmanuel COCHARD	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
	C – Environnement	1) Milieu physique : eau et milieux aquatiques 1-C-1-1 - Police et gestion des eaux pour les cours d'eau non domaniaux ; <u>1.C.1.1.01</u> ; <u>1.C.1.1.02</u> ; <u>1.C.1.1.03</u> ; <u>1.C.1.1.04</u> ; 1-C-1-2 - Mesures de police administrative et judiciaire : <u>1.C.1.2.03</u> ;
		6) Pêche en eaux douces et gestion piscicole <u>1.C.6.01</u> ;
		7) Assainissement non collectif <u>1.C.7.01</u>

Service de l'urbanisme, de l'environnement et du développement des territoires (SUEDT)

Agent	Compétence	
Sophie GELLE	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
Laurine BARTHES	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
	C – Environnement	3) Protection de la nature <u>1.C.3.01</u> uniquement les correspondances ;
	J - Agriculture et espaces naturels	4) Chasse et destruction des animaux susceptibles d'occasionner des dégâts <u>1.C.4.08</u> ; <u>1.C.4.12</u> ;
Pierre-Jean L'HORSET	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
	E – Aménagement foncier et urbanisme	6) Procédures d'urbanisme : <u>1.E.6.01</u> ;
Delphine GONZALEZ	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
Julia PINEDA	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;

Service de la prévention des risques et de la sécurité routière (SPRISR)

Agent	Compétence	
Isabelle BLAZY	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
Claire-Océane LAHAROTTE	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
Thomas JELIC	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
	B – Routes, circulation routière et autoroutière	1) Exploitation des routes et autoroutes : <u>1.B.1.01</u> ; <u>1.B.1.05</u> ; <u>1.B.1.07</u> ; <u>1.B.1.09</u> ; <u>1.B.1.10</u> ; 3) Contrôle automatisé : <u>1.B.3.01</u> ;
Frédéric BORTOLOOTTO	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
	B – Routes, circulation routière et autoroutière	2) Éducation routière : <u>1.B.2.01</u> ; <u>1.B.2.02</u> ; <u>1.B.2.03</u> ; <u>1.B.2.04</u> ;

Service de l'habitat et bâtiment durables (SHBD)

Agent	Compétence	
Christine MARSILLE	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
	D – Ville et Habitat	2) Accessibilité du cadre bâti : <u>1.D.2.01</u> ; <u>1.D.2.02</u> ; <u>1.D.2.03</u> ;
Olivier BENALIOUA	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
	D – Ville et Habitat	5) Agrément préalable à la construction de logements locatifs : <u>1.D.5.01</u> ; 10) Amélioration des logements locatifs sociaux : <u>1.D.10.01</u> ; <u>1.D.10.02</u> ; <u>1.D.10.04</u> ; <u>1.D.10.05</u> ;
Delphine MONCHET	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
	D – Ville et Habitat	3) Abattement de la taxe foncière : <u>1.D.3.01</u> ; 7) Logement insalubre ou présentant un risque : <u>1.D.7.02</u> ; <u>1.D.7.03</u> ;

Service aménagement mer et territoires (SAMT)

Agent	Compétence	
Yannick GUILHOU	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
Chantal GRES	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
	B - Aménagement foncier et urbanisme	6) Procédures d'urbanisme : <u>1.E.6.01</u> ;
Sylvie LASSALLE	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;

E - Aménagement foncier et urbanisme 1) Instruction des actes d'urbanisme de compétence de l'État :
1.E.1.01 ; 1.E.1.02 ; 1.E.1.03 ; 1.E.1.04 ; 1.E.1.05 ;

2) Décisions des actes d'urbanisme de compétence de l'État :
1.E.2.01 ;

3) Contrôle de la conformité des travaux réalisés après décision prise par le Préfet ou par délégation préfectorale :
1.E.3.01 ; 1.E.3.02 ; 1.E.3.04 ; 1.E.3.05 ;

4) Avis conformes en matière d'application du droit des sols :
1.E.4.01 ; 1.E.4.02 ; 1.E.4.03 ;

Claudine QUERE E - Aménagement foncier et urbanisme 1) Instruction des actes d'urbanisme de compétence de l'État :
1.E.1.01 ; 1.E.1.02 ; 1.E.1.03 ; 1.E.1.04 ; 1.E.1.05 ;

4) Avis conformes en matière d'application du droit des sols :
1.E.4.01 ; 1.E.4.02 ; 1.E.4.03 ;

Fiscalité de l'urbanisme

Article R.620-1 du code de l'urbanisme :

« Pour l'application de la présente partie du code de l'urbanisme, le directeur départemental des territoires ou, à Mayotte, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement peut déléguer sa signature à ses subordonnés en ce qui concerne les matières relevant en propre de ses attributions. »

Subdélégation est donnée à : Pour la signature des :

Nathalie CLARENC
Nicolas VENOUX
Sylvie LASSALLE

- états récapitulatifs de recettes ;
- états récapitulatifs donnant lieu à décharge, réduction, restitution totale ou partielle donnant lieu à une annulation totale ou partielle suite à des réclamations contentieuses ;
- états récapitulatifs résultant des procédures de contrôles et de sanctions en application des articles L.331-21 à L.331-23 du code de l'urbanisme ;
- états récapitulatifs résultant des remises gracieuses en application de l'article L. 331-28 du code de l'urbanisme ;
- états récapitulatifs de la redevance d'archéologie préventive (RAP) ;
- admissions en non valeur ;

SECTION 2 : COMPÉTENCE D'ORDONNANCEMENT SECONDAIRE

ARTICLE 4 :

Conformément à l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2021-087 du 17 novembre 2021 portant délégation de signature à M. Vincent CLIGNIEZ,

- pour les BOP listés à l'article 3 de ce même arrêté ;
- à l'exclusion des prérogatives du pouvoir adjudicateur définies à l'article 4 de ce même arrêté ;
- dans la réserve des limites comptables fixées par les articles 5 et 6 de ce même arrêté ;
- et à l'exception des protocoles destinés à régler à l'amiable les différends de toute nature ;

subdélégation de signature est donnée aux agents ci-dessous, à effet de signer dans le cadre de leurs attributions et responsabilités, tout acte concernant leur(s) BOP métier relatif à :

- à la gestion des crédits (autorisations d'engager et crédits de paiement) des programmes et comptes spéciaux relevant de leurs compétences,
- à la validation des engagements juridiques de toute nature, ainsi que des pièces justificatives qui les accompagnent,
- aux bons et lettres de commande après réception de l'engagement juridique créé par le centre de prestations comptables mutualisées,

Service Économie agricole et développement rural (SEADR)

Prénom et Nom	Fonctions	Nature
Vanessa FOURATIER	Cheffe de service	EJ5 – BC4 – LRD
Bernard BOYER	Adjoint à la Cheffe de service Chef d'unité investissement, développement rural, aides conjoncturelles	EJ5 – BC4 – LRD
Géraldine DEVEAU	Cheffe d'unité installations et droits des structures	EJ3 – BC2 – LRD
Brice DOLADILLE	Chef de l'Unité aides directes de la PAC	EJ3 – BC2 – LRD

Service Eau et milieux aquatiques (SEMA)

Prénom et Nom	Fonctions	Nature
Maxime MONFORT	Chef de service	EJ5 – BC4 – LRD
Jean-Louis BURAS	Adjoint au Chef de service Chef d'unité mission, planification et politique de l'eau	EJ5 – BC4 – LRD
Eric BONNET	Chef de l'unité quantité des ouvrages hydrauliques	EJ3 – BC2 – LRD
Emmanuel COCHARD	Adjoint au Chef d'unité qualité des eaux et milieux aquatiques	EJ3 – BC2 – LRD

Service urbanisme, environnement et développement des territoires (SUEDT)

Prénom et Nom	Fonctions	Nature
Grégoire GAUTIER	Chef de service	EJ5 – BC4 – LRD
Ghislaine BRODIEZ	Adjointe au chef de service	EJ5 – BC4 – LRD
Laurine BARTHES	Cheffe de l'unité forêt biodiversité	EJ3 – BC2 – LRD
Julia PINEDA	Adjointe à la cheffe de l'unité forêt biodiversité	EJ3 – BC2 – LRD

Service prévention des risques et sécurité routière (SPRISR)

Prénom et Nom	Fonctions	Nature
Thierry SABATHIER	Chef de service	EJ5 – BC4 – LRD
Eric SIDORSKI	Adjoint au chef de service	EJ5 – BC4 – LRD
Frédéric BORTOLOTTI	Chef de l'unité Éducation routière	EJ3 – BC2 – LRD
Isabelle BLAZY	Cheffe de l'unité stratégie, résilience, mitigation	EJ3 – BC2 – LRD
Claire-Océane LAHAROTTE	Cheffe de l'unité prévention des risques naturels et technologiques	EJ3 – BC2 – LRD
Thomas JELIC	Chef de l'unité sécurité routière et ingénierie de crise	EJ3 – BC2 – LRD
Véronique JOUIN	Coordonnatrice de la sécurité routière	EJ3 – BC2 – LRD
Chantal LEBRETON	Adjointe à la Coordonnatrice de la sécurité routière	EJ3 – BC2 – LRD

Service habitat et bâtiment durables (SHBD)

Prénom et Nom	Fonctions	Nature
Nolvenn DANIEL	Cheffe de service	EJ5 – BC4 – LRD
Christine MARSILLÉ	Cheffe de service adjointe	EJ5 – BC4 – LRD
Olivier BENALIOUA	Chef par intérim de l'unité financement du logement et rénovation urbaine	EJ3 – BC2 – LRD
Delphine MONCHET	Cheffe de l'unité politiques locales de l'habitat	EJ3 – BC2 – LRD

Service aménagement mer et territoires (SAMT)

Prénom et Nom	Fonctions	Nature
Nicolas VENOUX	Chef du Service Aménagement Mer et Territoire	EJ5 – BC4 – LRD
Sylvie LASSALLE	Adjointe au Chef du service	EJ5 – BC4 – LRD
Yannick GUILHOU	Adjoint littoral au chef du service Chef de l'unité littoral	EJ5 – BC4 – LRD

Les domaines de compétence indiqués pour chaque agent subdélégué dans le tableau ci-dessus renvoient à la nomenclature du tableau ci-après :

CODE	NATURE DES SUBDELEGATIONS
EJ1	Les engagements juridiques d'un montant < 300 € HT
EJ2	Les engagements juridiques d'un montant < 3 000 € HT
EJ3	Les engagements juridiques d'un montant < 7 500 € HT
EJ4	Les engagements juridiques d'un montant < 15 000 € HT
EJ5	Les engagements juridiques < 25 000 € HT
BC1	Les bons de commandes d'un montant < 300 € HT.
BC2	Les bons de commandes d'un montant < 10 000 € HT
BC3	Les bons de commandes d'un montant < 25 000 € HT
BC4	Les bons de commandes < 150 000 € HT (article 6 délégation du Préfet)
LRD	Les propositions de mandatement et les titres de perception

ARTICLE 5 :

Au vu notamment des dispositions du décret n° 2004-1144 du 26 octobre 2004 relatif à l'exécution des marchés publics par carte d'achat, et de l'instruction n° 05-025 MO-M9 du 21 avril 2005, dispose d'une carte d'achat pour les besoins du service :

Vincent CLIGNIEZ	Directeur départemental des territoires et de la mer
Nathalie CLARENC	Directrice départementale adjointe des territoires et de la mer

ARTICLE 6 :

Au vu des dispositions prévues par le contrôle interne comptable, les agents ci-dessous sont habilités à effectuer les mouvements informatiques de validation dans l'application comptable CHORUS :

CHORUS FORMULAIRE

Service Urbanisme, Environnement et Développement des Territoires	Annaïk QUEAU (Validation)
Service Prévention des Risques et Sécurité Routière	Jean-Michel BLOQUET-ROUDAUT (Validation) Chantal LEBRETON (Validation)
Service Habitat et Bâtiment Durables	Christel MALBRANQUE (Saisie) Adrien SEVERAC (Saisie) Michel SGIAROVELLO (Saisie) Karine ALOZY (Saisie) Nolvenn DANIEL (Validation) Christine MARSILLE (Validation) Olivier BENALIOUA (Validation) Delphine MONCHET (Validation)
Service économie agricole et développement rural	Vanessa FOURATIER (Validation) Bernard BOYER (Validation) Nathalie BACHY-BERTRAND (Validation)
Service aménagement mer et territoire	Anne-Marie TONELLO (Validation)

CHORUS COEUR

Service aménagement mer et territoire	Anne-Marie TONELLO (licence lourde)
Service Prévention des Risques et Sécurité Routière	Jean-Michel BLOQUET-ROUDAUT Chantal LEBRETON
Service Urbanisme, Environnement et Développement des Territoires	Annaïk QUEAU
Service Habitat et Bâtiment Durables	Olivier BENALIOUA

CHORUS ADS

Service aménagement mer et territoire	Brigitte FERRANDO Claudine QUERE
---------------------------------------	-------------------------------------

CHORUS DEPLACEMENTS TEMPORAIRES

Direction	Nathalie CLARENC (VH2) Jeanine NOVELLO (VH2)
Service Urbanisme, Environnement et Développement des Territoires	Grégoire GAUTIER (VH1) Ghislaine BRODIEZ (VH1) Annaïk QUEAU (GC-GV)
Service Prévention des Risques et Sécurité Routière	Thierry SABATHIER (VH1) Eric SIDORSKI (VH1) Jean-Michel BLOQUET-ROUDAUT (GC-GV)
Service Habitat et Bâtiment Durables	Nolvenn DANIEL (VH1) Christine MARSILLE (VH1)
Service de l'Économie Agricole et du Développement Rural	Vanessa FOURATIER (VH1) Bernard BOYER (VH1)
Service Eaux et Milieux Aquatiques	Maxime MONFORT (VH1) Jean-Louis BURAS (VH1)
Service Aménagement Mer et Territoire	Nicolas VENOUX (VH1) Sylvie LASSALLE (VH1) Anne-Marie TONELLO (GC-GV)
Mission des Affaires Juridiques et du Suivi des Procédures	Pascal BERTRAND (VH1)
Unité des Systèmes d'Information Géographique	Fabien DALL'OCCHIO (VH1)
Secrétariat général commun départemental <i>En tant que référent du SGCD, placé sous l'autorité fonctionnelle du DDTM.</i>	Véronique ALIX (VH2)

ARTICLE 7 :

Les affaires, faisant l'objet de décisions entrant dans le cadre de la présente délégation de signature, mais qui présentent une importance significative pour la vie économique et sociale du département, sont soumises, par l'autorité délégataire, à l'appréciation et le cas échéant, à la décision personnelle du Préfet.

SECTION 3 : COMPÉTENCE DE REPRÉSENTATION AUPRÈS DES JURIDICTIONS

ARTICLE 8 :

Conformément à l'article 7.03 de l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2021-087 du 17 novembre 2021 portant délégation de signature à M. Vincent CLIGNIEZ, sont désignés pour représenter le Préfet les agents :

Agents	Compétences
Nathalie CLARENC Pascal BERTRAND Solène NEDELEC Camille ANDREU Annie BAYLE Anne-Marie PERREAUX	7.01 et 7.02

SECTION 4 : DISPOSITIONS COMMUNES

ARTICLE 9 :

La signature du délégataire ou subdélégataire et sa qualité devront être précédées de la mention suivante :
« Pour le préfet, et par délégation, le ».

ARTICLE 10 :

La décision n° DDTM-MAJSP-2021-17 du 17 novembre 2021 donnant subdélégation à certains agents de la Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude est abrogée ;

ARTICLE 11 :

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet soit d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision dans le délai de deux mois à compter de sa publication, soit d'un recours contentieux formé devant le tribunal administratif de Montpellier également dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Dans le cas d'un recours gracieux préalable, le recours contentieux pourra être introduit dans les deux mois suivant la réponse de l'auteur de la décision (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de la demande).

Le recours contentieux formé devant le tribunal administratif de Montpellier s'effectue soit par courrier à l'adresse suivante, 6 Rue Pitot CS 99002 34063 Montpellier Cedex 2, soit par voie électronique à l'adresse internet suivante <https://citoyens.telerecours.fr>.

ARTICLE 12 :

M. le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, M. le directeur départemental des finances publiques et M. le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

Fait à Carcassonne, le 15 DEC. 2021

Le Directeur départemental des territoires et de la mer,


Vincent CLIGNIEZ

**Arrêté préfectoral n°DDTM-SAMT-2021- 059
portant remplacement de quatre dispositifs d'enseignes à LEZIGNAN CORBIERES**

**Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.581-18 et L.581-21, R.581-9 à R.581-13, R.581-16 et R.581-58 à R.581-65 ;

Vu le décret du 17 février 2021 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de préfet de l'Aude ;

Vu l'arrêté DPPAT-BCI-2021-087 du 17 novembre 2021 donnant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude ;

Vu la demande d'autorisation préalable enregistrée sous le n° AP-011-203-21-0006, concernant le remplacement de quatre dispositifs d'enseigne sur un immeuble sis 20, avenue Wilson à LEZIGNAN CORBIERES déposée le 20/10/2021 par Mr Philippe MARTY représentant La SARL MCD ASSURANCES, 20 avenue Wilson à LEZIGNAN CORBIERES;

Vu l'avis favorable de l'architecte des bâtiments de France en date du 03 novembre 2021 ;

Considérant que le projet de remplacement de 4 enseignes tel que défini dans la demande d'autorisation préalable est conforme aux dispositions du code de l'Environnement en ce qui concerne les enseignes (article R 581-58 à R 581-65),

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

ARRETE :

ARTICLE 1 :

L'autorisation de remplacement de 4 enseignes sur un immeuble sis 20 avenue Wilson à LEZIGNAN CORBIERES, objet de la demande susvisée est accordée et assortie des prescriptions suivantes :

- Ces enseignes doivent respecter les prescriptions du Code de l'environnement, et notamment l'article R.581-58 relatif à la constitution, le maintien en bon état de propreté et à la suppression de l'enseigne dans l'hypothèse de cessation d'activité.

- R.581-59 relatif aux obligations d'extinction des enseignes lumineuses.
- Les lettres ne doivent pas dépasser 25 cm de hauteur maximum et les autres enseignes, inscriptions ou dessins divers en vitrophanie ainsi que les totems ne sont pas acceptés car ils surchargent les devantures.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par courrier adressé au 6 rue Pitot- CS99002- 34063 MONTPELLIER CEDEX 02, soit par voie électronique sur le site: <https://www.citoyens.telerecours.fr> .

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

ARTICLE 3 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Carcassonne, le 10 DEC. 2021

Le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer

Vincent CLIGNIEZ

Voies et délais de recours : Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un **recours gracieux**, adressé à Monsieur le Préfet de l'Aude

Préfecture de l'Aude

52, rue Jean Bringer CS 20001

11836 CARCASSONNE Cedex 9;

- un **recours hiérarchique**, adressé à la ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un **recours contentieux**, en saisissant le Tribunal Administratif de Montpellier: 6, rue Pitot CS 99002 - 34063 MONTPELLIER Cedex 2

Sous peine d'irrecevabilité, sauf dans les cas de dérogations ou d'exceptions prévus à l'article 1635 bis Q du code général des impôts, une contribution pour l'aide juridique de 35 euros, en application du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, doit être acquittée en cas de recours contentieux.

Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Maire de LEZIGNAN CORBIERES ,



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des sécurités
Service de la sécurité intérieure**

**Arrêté préfectoral
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection**

Le préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;
- VU** le décret du 17 février 2021 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de préfet de l'Aude
- VU** l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2021-062 du 12 avril 2021 donnant délégation de signature à Mme Joëlle GRAS, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de l'Aude ;
- VU** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection pour l'établissement NARBO VIA, situé 50 avenue de Gruissan, 11100 NARBONNE ; présenté par madame BROUSSELLE Valérie, directrice générale de l'établissement ;
- VU** le rapport établi par le référent sûreté ;
- VU** l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 30 septembre 2021 ;
- VU** le compte rendu de la visite de contrôle de l'établissement effectué le 30 novembre 2021 ;
- SUR** proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet de la préfecture de l'Aude ;

ARRÊTÉ :

ARTICLE 1 :

Madame **BROUSSELLE Valérie**, directrice générale de l'établissement, est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **20210391**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par le Code de Sécurité Intérieure :

Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Prévention d'actes terroristes.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2 :

Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection ;
- à chaque point d'accès du public des affichettes mentionnent les références du Code de la Sécurité intérieure ainsi que les coordonnées du titulaire du droit d'accès aux images.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du responsable de la sécurité des biens et des personnes.

ARTICLE 3 :

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de **15 jours**.

Les images et les enregistrements réalisés à l'aide du dispositif autorisé sont accessibles, sur leur demande aux fonctionnaires de police et aux militaires de la gendarmerie nationales habilités à cette fin dans le cadre de leur mission de police administrative.

ARTICLE 4 :

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements

réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

ARTICLE 5 :

Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

ARTICLE 6 :

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

ARTICLE 7 :

Lorsque le système dispose de caméras extérieures, il ne doit pas visionner les bâtiments appartenant à des particuliers ; dans ce cas, les images accessibles doivent être floutées.

ARTICLE 8 :

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure ou en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

ARTICLE 9 :

Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).

ARTICLE 10 :

La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de l'Aude.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

ARTICLE 11 :

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative

préalable au terme du délai des cinq ans: une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

ARTICLE 12 :

La sous-préfète, directrice de cabinet, est chargée de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à madame **BROUSSELLE Valérie, directrice générale de l'établissement.**

Carcassonne, le 09/12/2021
Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète, directrice de cabinet,



Joëlle GRAS



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la légalité et de la citoyenneté
Bureau des élections, des libertés publiques et des affaires générales

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté préfectoral n° 11-2021-119 instituant une commission de propagande en vue de l'élection municipale partielle intégrale et communautaire de la commune de Cuxac d'Aude des 9 et 16 janvier 2022

Vu le code électoral et notamment ses articles L.212, R.31 à R.39 et R,117-4.

Vu la loi n°2020-1670 du 24 décembre 2020 relative aux délais d'organisation des élections municipales partielles ;

Vu la circulaire ministérielle n° NOR/INT/A 2000661J du 16 janvier 2020 relative au déroulement des opérations électorales lors des élections au suffrage universel direct ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2021 modifié par l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2021 portant convocation des électeurs de la commune de Cuxac d'Aude;

Vu l'ordonnance en date du 8 novembre 2021 de M. le Premier président de la Cour d'appel de Montpellier;

Vu les propositions du directeur du centre du courrier Golfe du Lion (La Poste);

Sur proposition du sous-préfet de l'arrondissement de Narbonne ;

ARRÊTE :

Article 1:

Une commission chargée d'assurer l'envoi et la distribution des documents de propagande électorale est instituée sur la commune de Cuxac d'Aude, à l'occasion de l'élection municipale partielle intégrale et communautaire des 9 et 16 janvier 2022.

Article 2 :

Cette commission est composée et se réunira ainsi qu'il suit :

1^{er} tour: le 28 décembre 2021 à 11 heures au Tribunal Judiciaire de Narbonne

Président :

Titulaire : Monsieur Frédéric COULOMB, Juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Narbonne,

Suppléant : Monsieur Thibault RIVIER, Vice-président chargé des fonctions de juge d'instruction au tribunal judiciaire de Narbonne.

Membres :

représentant La Poste :

Titulaire : Monsieur Pierre ARNAUD
Suppléant : Jean-François MARTY

représentant le Préfet .

Titulaire : Monsieur Jean-René LENOIR
Suppléante : Madame Ghislaine BERNAL

Secrétaire :

Madame Christelle GRASSAUD, directrice générale des services de la mairie de Cuxac d'Aude.

2ème tour : le 11 janvier 2022 à 9 heures au Tribunal Judiciaire de Narbonne

Président :

Titulaire : Monsieur Frédéric COULOMB, Juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Narbonne,

Suppléant : Monsieur Davy MIRANDA, Juge d'instruction au tribunal judiciaire de Narbonne.

Membres :

représentant La Poste :

Titulaire : Monsieur Pierre ARNAUD
Suppléant : Monsieur Sylvain DANIEL

représentant le Préfet :

Titulaire : Monsieur Jean-René LENOIR
Suppléante : Madame Laurie OLIVE

Secrétaire :

Madame Christelle GRASSAUD, directrice générale des services de la mairie de Cuxac d'Aude.

ARTICLE 3 :

Les documents de propagande (circulaires et bulletins de vote) devront être remis par les listes de candidats au siège de la commission de propagande (Mairie de Cuxac d'Aude) dans les délais suivants :

Premier tour de scrutin au plus tard le mardi 28 décembre 2021 à 16h
Deuxième tour de scrutin au plus tard le mardi 12 janvier 2022 à 16h

La commission n'est pas tenue d'assurer l'envoi aux électeurs des documents remis postérieurement à ces dates.

ARTICLE 4 :

Les candidats ou les mandataires des listes peuvent participer avec voix consultative aux travaux de la commission de propagande.

ARTICLE 5 :

La présente décision est contestable devant le tribunal administratif de Montpellier qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 :

M. le sous-préfet de Narbonne, M. le président de la commission de propagande, M. le maire de Cuxac d'Aude sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chaque membre et fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Carcassonne, le 10 décembre 2021

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général

Simon CHASSARD